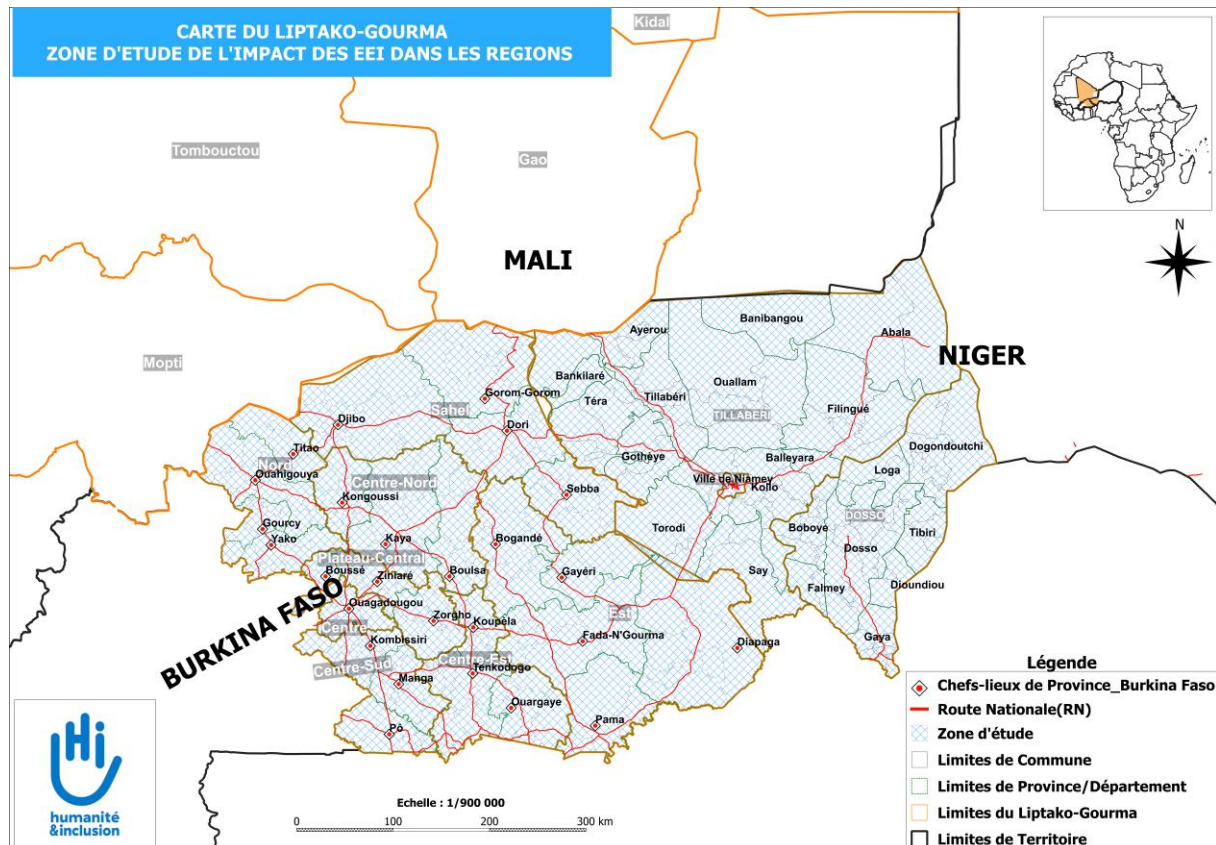


TERMES DE REFERENCE

ETUDE SUR LES IMPACTS DE L'UTILISATION DES ENGIN EXPLOSIFS IMPROVISES SUR LES POPULATIONS CIVILES VIVANT DANS LA REGION DU LIPTAKO-GOURMA AU BURKINA FASO ET AU NIGER

Handicap International – Humanité et Inclusion – Programme SAHEL- Atlantique.



1. CONTEXTE

Handicap International – Humanité et Inclusion est une organisation de solidarité internationale spécialisée dans le domaine du handicap. Non gouvernementale, non confessionnelle, sans affiliation politique et à but non lucratif, elle intervient dans tous les contextes aux côtés des personnes vulnérables, pour leur prêter assistance et les accompagner dans leur prise d'autonomie. Depuis sa création en 1982, l'organisation a mis en place des programmes de développement dans plus de 60 pays, et intervient dans de nombreuses situations d'urgence.

Handicap International – Humanité et Inclusion invite les chercheurs postdoctoraux, les analystes dans des centres de recherche ou praticiens travaillant sur les facteurs de conflit dans les universités à présenter des demandes de subventions de recherche sur les **instruments, perpétrateurs et institutions de la violence armée au Niger et au Burkina Faso.**

Le projet CAPAFSEC (Renforcement des capacités africaines d'action humanitaire contre les mines (AHM), de gestion des risques posés par les armes et les munitions (GRAM) et de

promotion d'environnements sécurisés), mené par HI depuis 2017 et financé par le Centre de Crise et de Soutien (CDCS), a pour objectif d'améliorer la sécurité physique des populations africaines à travers le renforcement des capacités en matière d'AHM et de réduction des risques liés au stockage et à la gestion des armes et munitions. Cet objectif se décline opérationnellement en trois axes :

- Le premier consiste à poursuivre le développement des capacités du CPADD à travers un soutien technique, matériel, opérationnel et organisationnel pour continuer de l'inscrire comme un centre régional de référence. Cet axe inclura le renforcement et la diversification de l'offre de formation du CPADD, notamment concernant les réponses à la contamination par EEI. Le volet diversification implique également le développement d'une offre de formation sur le Droit Humanitaire et la protection des civils.
- Le second levier aura pour objectif le renforcement des capacités des Etats Africains dans la gestion des risques liés aux mines, REG, EEI et les stocks d'armes et de munition. Ce volet se traduira par la formation de stagiaires des Etats concernés par les formations du CPADD, ainsi qu'à travers un accompagnement institutionnel auprès des autorités compétentes. Enfin, le projet entend soutenir le travail de recherche et production de connaissances contextuelles, notamment sur la question de la tendance des EEI en Afrique de l'Ouest. **Ce projet de développement cherche à avoir un impact positif en faveur de la protection des populations civiles exposées à la violence et aux conflits à travers l'appui et l'outillage des acteurs régionaux répondant à ces menaces.**
- Dans le cadre du troisième axe de ce projet, HI entend soutenir la production de connaissances sur la thématique de la réduction des violences armées en Afrique à travers des analyses contextuelles sur les instruments, les agents et les institutions relatives à la violence et à sa réduction. Les résultats et les recommandations liées à cette recherche permettront aux parties prenantes de développer des réponses adaptées, tant au niveau local, national qu'international. Le partage des résultats des recherches et évaluations avec l'ensemble des parties prenantes ouvrira le champ à des réflexions stratégiques nécessaires pour mieux comprendre et répondre aux enjeux liés à la réduction des violences armées.

2. DESCRIPTION DE LA PRESTATION ATTENDUE

a. Objectif général

Le présent appel cible le Burkina Faso et le Niger. Au cours des 25 dernières années, le Sahel a attiré à l'échelle internationale beaucoup d'attention sur le plan scientifique et politique en raison, entre autres, de la gravité et de l'ampleur des problèmes de sécurité ; de la propagation des armes légères et de petit calibre ; de l'augmentation de la criminalité organisée et des réseaux criminels ; enfin, de la multiplication de groupes armés non étatiques. Parmi les pays touchés, on note le Niger et le Burkina Faso. En effet, d'après le rapport annuel du Landmine Monitor, le Burkina Faso, le Tchad, la RCA, la RDC, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria et le Sénégal ont déclaré des victimes de mines (incluant les EEI) et de restes explosifs de guerre en 2020¹. Le nombre de ces victimes est nettement plus élevé au sein de la population civile parmi laquelle les femmes et les enfants. Face à cette situation, il convient de documenter l'impact de ces divers engins sur les civils afin de contribuer à la recherche de solutions adaptées pour protéger les populations civiles affectées.

Plus particulièrement, le présent appel cible la région du Liptako-Gourma, qui s'étend sur la zone sud-ouest du Niger, Nord-est du Burkina Faso et Sud du Mali. Cette zone fait face à une recrudescence des conflits armés et de la violence, qui a aggravé la vulnérabilité des

¹ <https://reliefweb.int/report/world/landmine-monitor-2020-conclusions-principales>

populations locales, déjà affectées par le changement climatique et à la sécheresse. Les attaques perpétrées par des Groupes Armés provoquent des déplacements massifs et fréquents de population, mettant en péril la cohésion sociale. Selon l'Institute for Security Studies (ISS), la région du Liptako-Gourma constituerait même l'épicentre de la crise au Sahel, et fait l'objet d'une attention particulière notamment pour les pays constituant le G5 Sahel (Niger, Burkina Faso, Mali, Tchad et Mauritanie)².

La hausse croissante du recours aux engins explosifs improvisés (EEI) dans la zone du Liptako-Gourma affecte de plus en plus les populations civiles vivant dans la région³. Bien que les cibles des poses d'EEI semblent être pour la plupart les acteurs aux conflits et les membres des structures gouvernementales, les civils sont lourdement impactés en conséquence. La présence de ces engins bloque l'accès aux moyens d'existence des populations locales et affectent l'acheminement de l'aide humanitaire, en plus d'entraver le processus de retour des populations réfugiées et déplacées.

L'équipe de recherche retenue devra examiner :

- La composition de la population
- Les secteurs d'activités dans lesquelles prospèrent les habitants

L'équipe de recherche retenue devra aussi dresser

- La cartographie des villages et localités impactés
- La cartographie des accidents et incidents
- Un état, le plus détaillé possible, des victimes des accidents liés aux engins explosifs en général et des EEI en particulier

b. Objectif Spécifique

Les analyses produites devront prendre en compte les différentes composantes énumérées ci-dessous :

- **Les instruments de la violence, et plus particulièrement les types d'engins explosifs utilisés ;**
- **La typologie des EEI utilisés ;**
- **Les catégories de personnes impactées ;**
- **Les activités bloquées par la présence des EEI ;**
- **L'impact de l'utilisation des EEI sur les populations civiles en général ;**
- **L'impact de l'emploi des EEI sur les populations civiles vulnérables telles que les femmes, les enfants, les personnes âgées, personnes handicapées, les personnes migrantes, les personnes déplacées internes et les personnes réfugiées ;**
- **L'impact de l'utilisation des EEI sur l'économie et le développement des Etats ;**
- **L'évolution de l'emploi des EEI ;**
- **La problématique posée des EEI sur l'aide humanitaire au Niger et au Burkina Faso dans la région du Liptako-Gourma ;**
- **Les alternatives de résilience développées par les communautés face à la menace EEI.**

c. Prestations demandées

Il est attendu de l'équipe de recherche la production d'un rapport publiable de 30 pages maximum. La subvention sera accordée sur une base compétitive et destinée à soutenir trois mois de recherche sur le terrain.

Une première ébauche de la recherche préliminaire sera présentée à HI le 20 novembre 2023 au plus tard.

² [Liptako-Gourma: epicentre of the Sahel crisis? - Mali | ReliefWeb](#)

³ [Les mines et les engins explosifs improvisés mettent en danger la vie des personnes déracinées au Sahel et dans la région du lac Tchad - Nigeria | ReliefWeb](#)

La recherche finale devra être produite et partagée à HI au plus tard le 29 décembre 2023, elle fera l'objet d'un atelier de restitution d'une journée en janvier 2024 organisé dans l'un des pays où l'étude s'est déroulée.

L'atelier de restitution sera financé par HI, et ne doit par conséquent pas apparaître dans l'offre technique proposée.

L'équipe de recherche **devra être composée de personnels mixtes**, avec au moins une personne basée dans l'un des pays de l'étude. La recherche pourra être partagée avec l'accord de HI sur les réseaux du partenaire de recherche sélectionné, si pertinent.

3. PROFIL DE L'EQUIPE DE RECHERCHE

a. Formation, expérience, références et catégorie demandée pour chacun des experts

- Un diplôme en relations internationales, en sciences politiques, en crises et conflits, construction de la paix, développement, ou dans un domaine connexe ;
- Idéalement, un doctorat dans l'un des domaines mentionnés ci-dessus, ou un contrat doctoral en cours ;
- Au minimum 7 ans d'expérience professionnelle dans des fonctions liées à la conception et à la réalisation de recherches primaires dans des environnements fragiles.

b. Compétences

- **Parfaite maîtrise du français (écrit et oral) ;**
- Connaissance avérée sur les thématiques liées à la consolidation de la paix, à la réduction de la violence armée, à sécurité, aux EEI et d'au moins d'un des 2 contextes ;
- Capacité d'organiser et de coordonner des travaux complexes et sensibles dans des environnements multipartites et multiculturels, où l'accès au terrain et aux communautés en personne présente un challenge ;
- Excellentes compétences en matière de recherche et respect total de l'éthique de la recherche ;
- Capacité à identifier et atténuer les risques en matière de sécurité et de sûreté, et à opérer toujours en tenant compte des conflits ;
- Haut degré d'auto-organisation et d'adaptabilité ;
- Excellentes capacités de communication, d'analyse et de rédaction ;
- Expérience avérée du travail en équipe dans un environnement au rythme soutenu ;
- Avoir un comportement et une attitude non discriminatoire et sensible au genre et à la diversité ;
- Capacité à interagir avec les gens de manière respectueuse et avec tact ;
- Faire preuve de discrétion et de bon jugement lorsqu'il s'agit de traiter des informations et des questions confidentielles.

c. Eligibilité

- L'équipe de recherche candidate doit être composée obligatoirement de chercheurs ayant une expérience dans la **recherche opérationnelle en Afrique de l'Ouest et dans des contextes sécuritaires fragiles** ;
- L'équipe de chercheurs doit être composée de chercheurs dont au moins un basé au Burkina Faso et/ou au Niger ;
- L'équipe de recherche doit démontrer une expérience / recherche comparable dans le domaine de la réduction de la violence armée, paix & sécurité ou tout autre domaine connexe ;
- L'équipe de recherche doit être disponible pour participer à un atelier de synthèse d'une journée en janvier 2024 (financé par HI, A NE PAS budgétiser dans l'offre financière) ;

- La proposition devra démontrer un rapport coût-efficacité compétitif en tenant compte des contraintes logistiques sur les terrains de déploiement ;
- Les modalités de partenariat avec le(s) chercheur(s) national(aux) devront être détaillées dans la méthodologie.

4. DUREE ET LIEU D'EXECUTION

- Date de démarrage souhaitée : **1^{er} octobre 2023**
- Durée prévisionnelle : **3 mois (+ un atelier de restitution en janvier 2024 pris en charge par HI- A NE PAS budgétiser dans l'offre financière)**
- Date prévisionnelle de fin de la mission : **31 décembre 2023**
- Lieux d'exécution : **Burkina Faso et Niger** + home based pour l'écriture

ACTIVITE	DATE	HEURE (GMT)+00
Date de publication de l'avis de marché	14/08/2023	08H00
Date limite pour demander des clarifications	01/09/2023	18H00
Dernier jour où HI donne ces clarifications (réunion de questions et réponses)	04/09/2023	10H00
Date limite de soumission des offres (date de réception, et non date d'envoi)	14/09/2023	23H59
Session d'ouverture des offres par HI	20/09/2023	10H00
Notification d'attribution au soumissionnaire retenu	25/09/2023	10H00
Signature du contrat	29/09/2023	10H00

5. PLAN DE TRAVAIL ET METHODOLOGIE

- Sur la base du calendrier proposé figurant dans ces Termes de Référence, le consultant devra établir un programme de travail détaillé pour la réalisation de la prestation.
- Le programme de travail doit décrire clairement la manière dont le consultant abordera les activités nécessaires à la réalisation de la prestation.
- Le plan devra indiquer la progression et ou le niveau de réalisation de la prestation, incluant des critères et ou indicateurs permettant de contrôler le bon déroulement de la prestation.

6. RAPPORT

- Contenu (plan), langue, format et quantité : Le rapport de recherche devra faire au moins 20 pages, au plus 30 pages (police Arial ou times, taille 11, interligne 1)⁴ et devra être écrit en Français.
- Date de soumission : La première version du rapport devra être envoyée à HI au plus tard le 20 novembre 2023 à 22h59 GMT.

⁴ Sans compter les annexes

7. PERSONNE RESSOURCE

Dans le cadre de sa prestation, l'équipe de recherche sera amenée à collaborer avec les équipes d'Humanité et Inclusion.

8. CONFIDENTIALITE

L'équipe de recherche respectera la confidentialité de ses activités, et n'utilisera ni à son avantage, ni à celui d'autres personnes, ni pendant la durée de ce Contrat ni après, les faits ou informations révélés par sa mission de prestataire. Il s'engage pendant la durée du présent Contrat et après à ne pas publier, distribuer ou rendre publics, sans l'autorisation préalable, expresse et écrite de HI, les résultats de ses activités dans le cadre de ce Contrat, ou les documents ou informations fournies, produites et reçues, qui resteront propriété de HI.

9. PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'équipe de recherche cède à Humanité et Inclusion les droits de propriété intellectuelle, ci-dessous décrits, sur l'œuvre. Les droits, objet du présent contrat pourront être cédés ou concédés, en tout ou partie, à titre gratuit ou onéreux, par l'Association à tout tiers de son choix. Les droits d'exploitation cédés comprennent les droits de reproduction, de représentation, dérivés et secondaires et d'adaptation et d'utilisation secondaire.

10. MODALITES DE SOUMISSION DES CANDIDATURES

- Date butoir de candidature : 14/09/2023
- Eléments à fournir :
 - CV de tous les membres de l'équipe de recherche ;
 - Publications similaires produites par l'équipe de chercheurs – Sur la thématique et/ou dans la région (au moins une publication par chercheur) ;
 - Certificats de bonne fin d'exécution de consultances ou recherches / lettres de références de travaux passés dans le domaine demandé ;
 - Proposition de projet et méthodologie complète ;
 - Un chronogramme d'activités;
 - Un budget succinct détaillant les frais de prestation intellectuelle et les frais annexes (logistiques, déplacements, hébergements, etc.)
- Destinataire et mode d'envoi : La soumission des propositions devra se faire au plus tard le 14 septembre 2023 à 22h59 GMT à l'adresse mail ci-après : appel-offre@benin.hi.org. Seuls les dossiers complets seront évalués.

11. PROCESSUS DE SELCTION DE L'EQUIPE DE RECHERCHE

- Critères techniques : 50% de la note

Critère	Points
Compréhension de l'appel	5
Expérience dans la thématique	5
Expérience dans la région	5
Méthodologie adoptée	10
Qualité de la proposition technique, chronogramme et faisabilité	5
TOTAL	30 Points

- Critères éliminatoires

Deux critères sont éliminatoires : la maîtrise du français et la mixité de l'équipe avec au moins un chercheur basé au Niger ou au Burkina Faso.

- Critères légaux et administratifs : 20% de la note

Documents légaux d'enregistrement du prestataire dans son pays d'origine :

- Document administratif autorisant le prestataire à exercer l'activité ;
- Numéro d'identification fiscal (NIF) ;

Assurances

- Certificat d'assurance « responsabilité civile » pour la durée de la prestation ;
- Preuve qu'une assurance rapatriement a été prise par le prestataire pour son équipe de personnels internationaux ;
- Fiscalité ;
- Information de HI sur les critères de fiscalité. La fiscalité varie d'un pays à l'autre comme suit :

- Pays	TVA	Autres (Impôt sur le bénéfice)
- Burkina Faso	18%	
- Niger	19%	

Document de références

- Copie d'au moins deux marchés similaires (références) ;
- Formulaire HI complétés et signés ;
- Formulaire d'identification du soumissionnaire ;
- Formulaire de déclaration du fournisseur attestant du respect des standards éthiques ;
- Formulaire de déclaration attestant que l'on ne se trouve pas dans l'une des situations d'exclusion ;
- Calendrier prévisionnel par pays des recherches.
- Offre financière : 30% de la note
 - Le prestataire doit faire apparaître le coût détaillé en TTC du package de la recherche par pays (package recherche + package hébergement & nourriture si applicable) ;
 - Le prestataire est invité à indiquer le pourcentage de remise qu'il souhaite appliquer et en fonction de quels critères ;
 - Le prestataire est invité à indiquer le prix TTC de son offre.

12. VALIDATION

Commanditaire (Nom Prénom Fonction Date et signature)		Consultant (Nom Prénom Date et signature)

Annexes administratives et techniques

- Une déclaration de respect des standards éthiques
- Une déclaration de ne pas se trouver dans une situation d'exclusion
- Les conditions générales d'achat de Handicap International

Note sur l'adhésion aux politiques HI

HI est une organisation qui adopte une position de Tolérance Zéro en matière d'exploitation, d'abus, de harcèlement et d'intimidation sexuels, de fraude et de corruption. Le ou La consultante sélectionnée devra s'engager à adhérer et respecter ses politiques qui sont disponibles sur ce lien : <https://hi.org/fr/politiques-institutionnelles>.

HI a également mis en place un mécanisme rigoureux, transparent et inclusif de remontée et gestion des plaintes. Tout signalement peut être adressé en toute confidentialité et sécurité à l'adresse de plainte@benin.hi.org par téléphone : **+229 52 29 40 61** ou via le site web institutionnel <https://www.hi.org/fr/le-reseau-hi> onglet « nous alerter ».